

Annexe 3 : Auto-évaluation

Procédure de modification simplifiée n°2 du PLU de Fontcouverte-la Toussuire

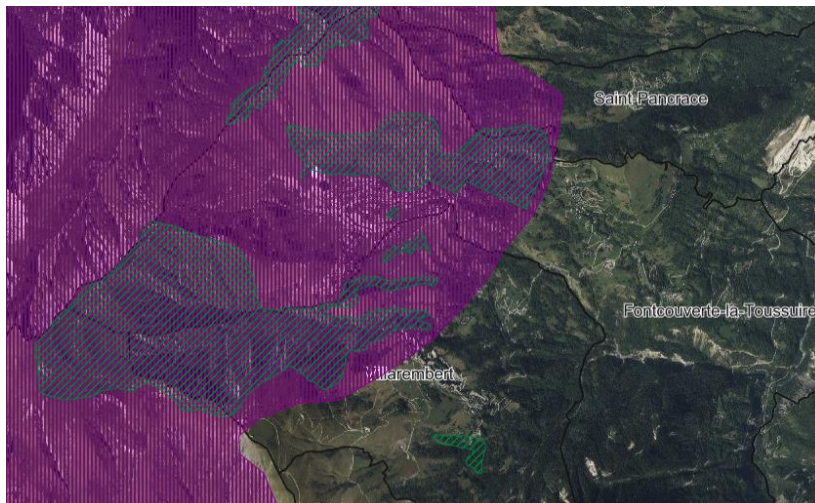
Susceptibilité d'affecter significativement un site Natura 2000

La commune de Fontcouverte–La Toussuire ne comporte aucun site Natura 2000

La procédure a-t-elle des incidences sur les milieux naturels et la biodiversité et sur une zone humide?

Le secteur urbanisé de la station est compris dans une ZNIEFF de type 2 (ZNIEFF des Grandes Rousses) qui couvre tout ou partie des communes de Fontcouverte-La Toussuire, Villarembert-Le Corbier, Saint-Sorlin-d'Arves, Saint-Jean-d'Arves et Saint-Colomban-des-Villards.

ZNIEFF 1 et 2 sur la commune de Fontcouverte-La Toussuire



La commune compte par ailleurs plusieurs zones humides.



Zones humides autour de la station de La Toussuire

La présente modification simplifiée du PLU ne concerne cependant que des ajustements réglementaires de la zone urbaine déjà artificialisée ; elle n'implique pas d'ouverture à l'urbanisation, ni de nouvel aménagement ou de nouvelle imperméabilisation des sols. Ces modifications n'auront pas d'impact sur les zones agricoles ou naturelles de la commune ; elles ne remettent pas en cause la fonctionnalité des milieux, notamment humides.

La procédure a-t-elle pour effet une consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers ?

La présente modification simplifiée du PLU ne concerne que des ajustements réglementaires de la zone urbaine de la commune de Fontcouverte–La Toussuire ; elle n'implique pas d'ouverture à

l'urbanisation, ni de nouvel aménagement ou de nouvelle imperméabilisation des sols. Ces modifications ne permettent pas de nouvelle consommation d'espaces agricoles, naturels ou forestiers. Elles permettent à la station de répondre à un besoin de production d'hébergements, en réponse à une érosion continue des lits marchands, sans nouvelle consommation d'ENAF ou nouvelle artificialisation des sols.

La procédure a-t-elle des incidences sur l'eau potable ?

Augmentation de la constructibilité

La procédure a des incidences sur les possibilités de construire sur la commune, à travers la possibilité de surélever certains bâtiments. La modification du règlement vise à restreindre ces possibilités : dans les zones UC et UCa et les zones zone UB, UBh et UBht (26 % de la zone U) et uniquement dans le cadre d'opérations de rénovation thermique des bâtiments d'habitat collectif (copropriétés, résidence de tourisme) et hôtels existants.

Pour estimer incidences sur la consommation d'eau potable, on effectue une approximation du nombre de lits touristiques dans les zones concernées par la modification.

Les données de l'IGN/BD TOPO permettent de dénombrer 41 bâtiments d'habitat collectif ou hôtels, dont la hauteur est inférieure à R+5 ou R+5+combles, et parmi ceux-ci 25 à 30 bâtiments dont la date de construction est antérieure à 1985, qui pourraient être concernés par de la rénovation thermique. A noter que dans la pratique, la surélévation n'est pas forcément indiquée pour tous les projets de rénovation de ces bâtiments.

Il n'existe pas de données sur le nombre de lits que ces bâtiments représentent. On peut faire une approximation à partir des données foncières disponibles (nombre d'appartements dans chaque copropriété et surface de plancher) : l'ensemble des bâtiments concernés compteraient de l'ordre 3000 lits. L'augmentation de 20 % de la constructibilité ajouterait potentiellement 600 lits.

Consommation d'eau actuelle

La commune est alimentée en eau à partir du lac Bramant, situé au-dessus du col de la Croix de Fer. Le Schéma Directeur d'Eau Potable (SDEP) a été élaboré en 2009. L'autorisation annuelle de prélèvement est de 1 820 000 m³ maximum (1 280 000 m³ pour l'eau potable et 540 000 m³ pour la neige de culture), dont 390 805 m³ pour Fontcouverte-La Toussuire. En période de pointe (février), l'autorisation prévoit un débit instantané 27 l/s, soit 2333 m³/jour, ou 2031 m³/j avec les pertes liées à la conduite de transport.

S'agissant d'une commune touristique, avec principalement une fréquentation hivernale, on s'intéresse non seulement à la consommation annuelle, mais également à la consommation journalière en période de pointe. D'après les données ICARΣDS (Atout France, septembre 2024), pour un nombre total de lits de 12 127, le nombre moyen de lits occupés pendant la saison hivernale est de 6790 et l'occupation maximale observée est de 8500 lits.

Les mesures effectuées sur deux résidences durant les périodes les plus chargées, montrent que la consommation journalière par personne est environ 90 litres. Un niveau de consommation, plus conservateur, de 125 l/j/pers¹ est cependant retenu pour la présente analyse. Pendant cette période, les besoins (population permanente, lits touristiques, cheptel, installation techniques et fuites sur le réseaux) sont estimés à 1675 m³/jour. Le rapport besoin/débit instantané peut donc aller de 60 à 82

¹ Hydraulique Ingénierie Systèmes et Organisation, 2025, Actualisation du bilan besoins ressources du secteur Bramant adduction AEP

% en fonction de l'hypothèse retenue sur les lits touristiques (maximum théorique ou maximum observé).

	Consommation/unité	Maximum théorique		Maximum mesuré	
		Unités de consommateurs	M³/jour	Unités de consommateurs	M³/jour
Population permanente	0.125	481	60.12	481	60.12
Lits touristiques	0.125	12127 ¹	1515,87	8500 ¹	1062,5
Cheptel (ovins)	0.01	1286 ²	12.86	1286 ²	12.86
Fuite	2.7	32 km	86.4	32 km	86.4
Total			1675,25		1221,88

¹ Source : ICARΣDS / Atout France 2021

² Source : Agreste recensement 2020

³ Source : 3CMA 2020, actualisation du bilan besoins ressources du secteur bramant adduction AEP

Evolution de la consommation d'eau permise par la présente modification

Si on considère une augmentation de 20 % des possibilités de construire sur 3000 lits touristiques, les besoins peuvent s'élever à 1750 m³/jour. Le rapport besoin/ débit instantané peut donc atteindre de 63 à 86 %.

	Consommation/unité	Maximum théorique		Maximum mesuré	
		Unités de consommateurs	M³/jour	Unités de consommateurs	M³/jour
Population permanente	0.125	481	60.12	481	60.12
Lits touristiques	0.125	12727	1590,8	9100	1137,5
Cheptel (ovins)	0.01	1286 ²	12.86	1286 ²	12.86
Fuite	2.7	32 km	86.4	32 km	86.4
Total			1750,25		1296,8

Par ailleurs, les données fournies par le gestionnaire de réseau montrent qu'entre 2007 et 2017, les prélèvements annuels effectués représentent 50,3 % du volume annuel autorisé et **38,8 % du volume autorisé pour l'eau potable**. L'augmentation des possibilités de construire n'a donc pas d'incidence significative sur la consommation annuelle d'eau potable.

La procédure a-t-elle des incidences sur l'assainissement ?

La station d'épuration de la Tigny sur la commune de Villarembert accueille les effluents de Villarembert-Le Corbier (commune et station de ski) et de la station de La Toussuire. En service depuis 2013, l'installation permet de traiter près de 20 000 équivalents habitants.

Les données présentées dans le tableau concernent les charges journalières maximales observées, c'est-à-dire au pic de la saison touristique pendant les vacances scolaires de février. L'augmentation des charges est calculée par rapport à la construction de 600 lits supplémentaires permise par la modification simplifiée du PLU. Le volume d'eau usée retenu est de 125 l/j/EH et la charge polluante de 60 g/j/EH (source SIDEL). Le taux maximum de saturation de la station passerait de 87% à 89% pour la charge hydraulique et de 84% à 86% pour la charge polluante.

	Charge hydraulique par temps sec (m³/j)		Charge polluante (kg DBO5/j)	
	Charge actuelle ¹	Charge estimée après modification du PLU	Charge actuelle ¹	Charge estimée après modification du PLU

Charge maximale mesurée actuelle	2017 (La Toussuire) + 954 (Villarembert)	2092 (La Toussuire) + 954 (Villarembert)	519 (La Toussuire) + 455 (Villarembert)	555 (La Toussuire) + 455 (Villarembert)
Capacité de la STEU	3407	3407	1162	1162
Taux de saturation de la STEU	87%	89%	84%	86%

Source : Syndicat Intercommunal de l'Edioulaz (SIDEL)

La procédure a-t-elle des incidences sur la gestion des eaux pluviales ?

La présente modification simplifiée du PLU ne concerne que des ajustements réglementaires de la zone urbaine. La procédure n'a pas d'incidence sur les possibilités d'artificialiser de nouveaux espaces et donc n'a pas d'incidence sur la gestion des eaux pluviales.

La procédure a-t-elle des incidences sur le paysage ou le patrimoine bâti ?

La Toussuire une station de deuxième génération, développée au fil des opportunités sans fil conducteur réellement structuré tant vis-à-vis de l'aménagement urbain que de l'aspect architectural des constructions. Le centre de la station intègre plusieurs typologies de constructions qui lui confèrent un aspect assez hétérogène, avec une grande disparité de gabarits et de profils de toitures :

- Des barres couvertes de toitures terrasses, qui constituent le cœur de la station, correspondant aux premières constructions significatives des années 1970, organisées suivant un plan de composition basé sur un alignement de constructions sur rue ;
- Des constructions couvertes de toitures à deux pans en référence à l'architecture traditionnelle ;
- Des constructions couvertes de toitures papillon ou de toitures à un pan.

En zone UB et UC, de nombreuses constructions présentent déjà des gabarits imposants de R+4 à R+7 (exemples photographiques ci-dessous).



Bâtiments de la zone UB



A noter que 6 bâtiments de la zone UB vont jusqu'au R+7, pour des hauteurs de 22 à 24 mètres (route des Champions/impasse des Tours). Le cœur de la station présente donc des volumétries importantes.



Le cœur de la station est principalement minéral lié à la voie de desserte de la station et d'espaces de stationnement. La végétation est limitée aux espaces enherbés sans végétation à haute tige

Par ailleurs, la commune ne possède pas de secteur faisant l'objet d'une protection particulière, ni s'inscrivant dans une entité paysagère identifiée.

La modification des articles UB11 et UC11 contribue à l'objectif de préserver la qualité du paysage bâti (harmonisation des teintes, place du bois en façade) et d'améliorer l'attractivité de la station, tout en conservant la typologie et la densité des constructions existantes (immeubles). La modification des articles UB10 et UC10 permet une surélévation mais ne modifie pas la typologie des constructions ni

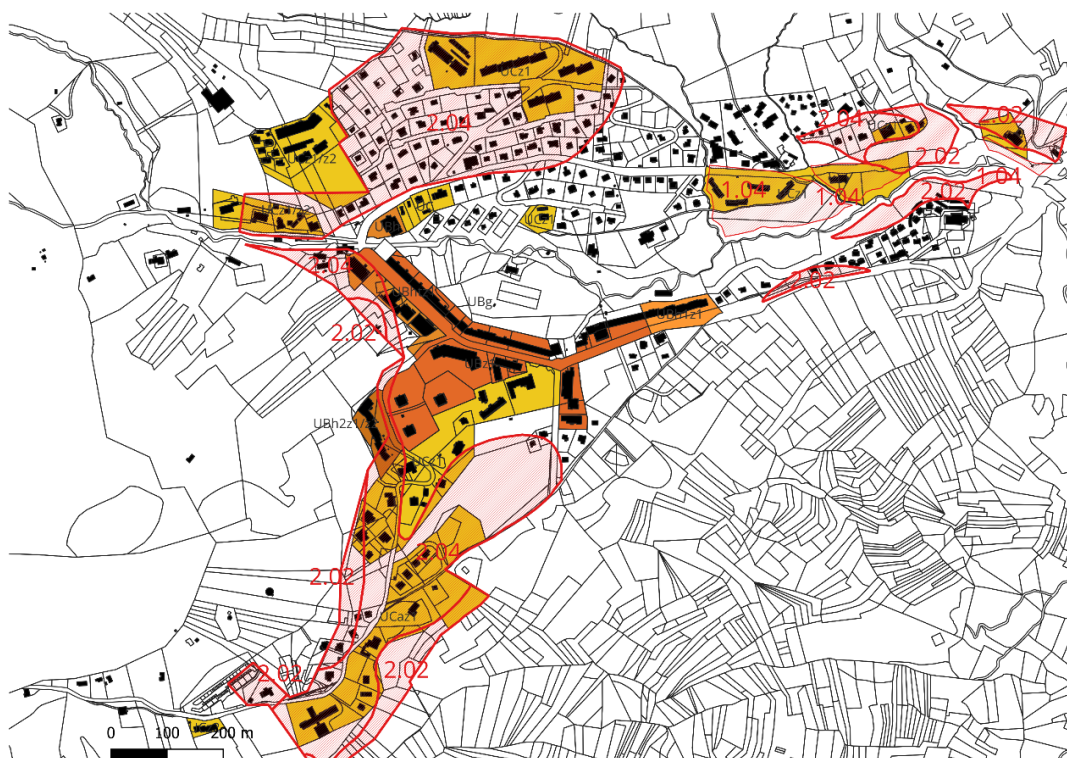
la volumétrie globale, dans la mesure où elle concerne des immeubles actuellement en R+4, dont le gabarit s'insérera dans la trame bâtie existante.

La procédure concerne-t-elle des sols pollués et les déchets ?

La procédure ne concerne pas de sites et sols pollués ou potentiellement pollués, ni d'anciens sites industriels, ni de carrières. Elle ne concerne pas de secteurs soumis à des servitudes liées à des pollutions.

La procédure a-t-elle des incidences sur les risques et nuisances ?

Les zones UB et UC sont en parties couvertes par le PPRN : les zones restent constructibles, et l'aménagement et l'extension du bâti existant sont possibles.



Les zones de risques concernent :

- 2.02 et 2.04 - Déformations liées aux mouvements du sol : Pour les projets d'extension, préalablement à la réalisation du projet, une étude devra être réalisée, définissant les mesures correctives à mettre en œuvre pour assurer la stabilité des structures vis-à-vis des risques de déformation du sol ;
- 1.04 - Ecoulements de surface : pour tout bâti il est recommandé que les façades amont soient aveugles et que sur les façades aval il n'y ait pas de plancher habitable dans les 0,5 premiers mètres.

La surélévation n'aggrave pas le risque identifié.

La procédure a-t-elle des incidences sur l'air, l'énergie, le climat ?

La commune ne fait pas partie des zones sensibles pour la qualité de l'air (SRADDET Etat des lieux territorial p. 19). Elle n'est pas comprise dans un Plan de Protection de l'Atmosphère (au 26/08/2024), ni concernée par une feuille de route qualité de l'air. La modification a une incidence sur l'augmentation

du nombre de lits de la station (par surélévation de bâtiments existants), mais reste limitée (+4%). La surévaluation est cependant conditionnée à des opérations de rénovation énergétique, qui aura une incidence positive sur la consommation d'énergie et l'émission de GES, bien que cette incidence ne soit pas mesurable à ce stade.